Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 028-200056463-20261014-26_156-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT
D'EURE-ET-LOIR
ARRONDISSEMENT
DE CHARTRES

COMMUNE D'AUNEAU-BLEURY-SAINT-SYMPHORIEN

VILLE D'AUNEAU-BLEURY SAINT-SYMPHORIEN
Cultivons nos univers

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 14 OCTOBRE 2026

Date de convocation : 08/10/2026	L'an deux mille vingt-six, Le mercredi quatorze octobre, à vingt heures,
Date d'affichage : 16/10/2026	Le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à l'Espace Dagron, en séance publique, sous la présidence de M. Jean-Luc DUCERF, Maire

NOMBRE DE CONSEILLERS	**En exercice**	**Présents**	**Pouvoirs**	**Votants**	**Absents**
À 20 h 00	**33**	**23**	**7**	**30**	**3**
À 20 h 05	**33**	**24**	**8**	**32**	**1**
À 20 h 07	**33**	**25**	**8**	**33**	**0**

DÉLIBÉRATION N° 26/156

ÉTAIENT PRÉSENTS : (23) Frédéric **ADAM** ; Youssef **AFOUADAS** ; Gilberte **BLUM** ; Frédéric **BORDIER** ; Catherine **BREGEARD-LEFFRAY** ; Céline **CLARISSE** ; Bertrand **COMBEMOREL** ; Jean-Luc **DUCERF** ; Jérémy **GAUDIN** ; Joël **GEOFFROY** ; Fabienne **HARDY HOUDAS** ; Aurélie **LAFFITTE** ; Renée **LEFEEZ** ; Anaïs **LEGRAND** ; Dominique **LETOUZÉ** ; Steeve **LOCHET** ; Alain **LOUIS-JOSEPH** ; William **PANCIROLI** ; Catherine **PERRIN** ; Sylvie **ROLAND** ; Amandine **ROUGEOT** ; Christelle **TOUSSAINT** ; Robert **TROUILLET**

À 20 H 05, arrivée d'Anne **LETORT** (porteuse du pouvoir de **Christine PERENNOU**), portant le nombre de présents à 24.

À 20 H 07, arrivée de Graziella **DELALANDE**, portant le nombre de présents à 25.

ABSENTS AYANT DONNÉ UN POUVOIR : (8) Jean-Louis **DEHAECK** a donné pouvoir à Robert **TROUILLET** ; Annabelle **LE BAIL** a donné pouvoir à Catherine **BREGEARD-LEFFRAY** ; Mathieu **MEURGUE** a donné pouvoir à Frédéric **ADAM** ; Christine **PERENNOU** a donné pouvoir à Anne **LETORT** ; Rodolphe **PERROQUIN** a donné pouvoir à Joël **GEOFFROY** ; Giovanni **PILI** a donné pouvoir à Frédéric **BORDIER** ; Gaëlle **RAUMEL** a donné pouvoir à Amandine **ROUGEOT** ; David **ROZET** a donné pouvoir à Jean-Luc **DUCERF**

ABSENTS N'AYANT PAS DONNÉ DE POUVOIR : A 20 H 00 (3) ; A 20 H 05 (1) ; A 20 H 07 (0)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Gilberte **BLUM** est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES PORTES EURÉLIENNES D'ÎLE-DE-FRANCE (CCPEIDF)

RAPPORTEUR : *Monsieur Jean-Luc DUCERF, Maire*

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE :

Bien que la compétence « assainissement » ait été transférée à la Communauté de communes des Portes Euréliennes d'Île-de-France (CCPEIDF), il apparaît important, dans le cadre du bon suivi de l'aménagement du territoire communal, que la commune puisse émettre un avis sur le projet de zonage d'assainissement de l'EPCI.

Envoyé en préfecture le 15/10/2026
Reçu en préfecture le 15/10/2026
Publié le
ID : 028-200056463-20261014-26_156-DE

En effet, ce document est susceptible d'avoir des incidences sur les orientations d'urbanisme, notamment dans le cadre du PLUiH et/ou du SCoT, ainsi que sur les perspectives de développement de certains secteurs de la commune.

Pour rappel, le PLUi-H est en cours d'élaboration par la CCPEIDF, conjointement avec les communes. La phase de diagnostic étant terminée, c'est la phase de définition des enjeux et des orientations qui est en cours. Ces enjeux et orientations vont être fortement contraints par les objectifs de « zéro artificialisation nette » que la loi Climat et Résilience de 2021 impose pour 2050. Les zones d'expansion urbaine ne devraient être, par conséquent, que très limitées. Sans être à ce jour arrêtées avec certitude, il est difficile d'émettre un avis affirmatif sur le zonage des EP proposé.

Néanmoins, au regard du travail effectué lors de l'élaboration du PLU d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien (qui, bien que n'ayant pas abouti, devrait être repris dans le PLUi-H), les seules zones d'extension envisagées seraient des zones dévolues à l'activité économique au sud d'Auneau, entre le chemin des Pélerins et la déviation ; secteur que le projet de zonage pluvial considère comme une zone où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation et où la gestion des eaux pluviales à la parcelle est imposée.

La proposition de plan de zonage assainissement est donc le reflet de la situation actuelle du réseau.

Aussi, la proposition de zonage paraît cohérente avec les orientations d'aménagement et les contraintes identifiées sur le territoire communal.

Ouï *l'exposé de Monsieur Jean-Luc DUCERF ;*

Vu *la commission Biodiversité — Risques naturels — Relation avec le monde agricole, en date du 23 juin 2026,*

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré, à l'unanimité,

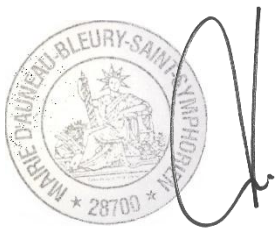
Le nombre de votants étant de 33,

Après examen du dossier présenté, le plan de zonage d'assainissement apparaît cohérent avec les orientations d'aménagement et les contraintes identifiées sur le territoire communal.

En conséquence, la commune d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien émet un avis favorable au projet de zonage présenté par la Communauté de communes des Portes Euréliennes d'Île-de-France.

CHARGE Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Jean-Luc DUCERF



Maire d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. . ***Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet :*** **http://www.telerecours.fr**